



HAL
open science

Bowling en solo : le déclin du capital social américain

Robert D. Putnam, Olivier Rey

► **To cite this version:**

Robert D. Putnam, Olivier Rey. Bowling en solo : le déclin du capital social américain. Conférence, 2008, 27, pp.417-440. halshs-00943612

HAL Id: halshs-00943612

<https://shs.hal.science/halshs-00943612>

Submitted on 7 Feb 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Bowling en solo : le déclin du capital social américain¹

Robert D. PUTNAM

traduit de l'américain par Olivier REY

Nombreux sont les spécialistes qui, étudiant les nouvelles démocraties apparues au cours des quinze dernières années, ont souligné l'importance, pour leur consolidation, d'une société civile forte et active. Particulièrement en ce qui concerne les pays post-communistes, analystes et militants de la démocratie ont déploré l'absence, ou l'effacement, des traditions d'engagement civique autonome et la tendance dominante des populations à s'en remettre passivement à l'État. Face à la faiblesse des sociétés civiles dans les mondes en développement ou post-communiste, les démocraties occidentales et, par dessus tout, les États-Unis, ont souvent fait figure de modèles à imiter. Il est pourtant flagrant qu'au cours des dernières décennies, la société civile américaine a perdu une part considérable de sa vigueur.

Depuis la publication de l'ouvrage de Tocqueville *De la démocratie en Amérique*, les États-Unis ont joué un rôle central dans l'exploration des liens entre démocratie et société civile. Intérêt dû, en partie, à l'attention particulière portée à l'Amérique en tant que leader dans le procès de modernisation, annonçant le futur du monde, mais aussi à ce que la société américaine a été traditionnellement considérée comme particulièrement « civique » (une réputation qui, nous le verrons, n'a pas été entièrement usurpée).

Quand Tocqueville visita les États-Unis dans les années 1830, il fut frappé par la propension des Américains à l'association civique – propension en laquelle il vit la clé de leur faculté sans précédent à faire fonctionner la démocratie. « Les Américains de tous âges, de toutes les conditions, de tous les esprits, s'unissent sans cesse. Non seulement ils ont des associations commerciales et industrielles auxquelles tous prennent part ; mais ils en ont encore de mille autres espèces : de religieuses, de morales, de graves, de futiles, de fort générales et de très particulières, d'immenses et de fort petites. [...] Il n'y a rien, suivant moi,

¹ Titre original : *Bowling Alone: America's Declining Social Capital*, publié dans *Journal of Democracy*, vol. 6, n°1, 1995, p. 65-78.

qui mérite plus d'attirer nos regards que les associations intellectuelles et morales de l'Amérique². »

Récemment, des sociologues américains d'obédience néo-tocquevillienne ont mis en évidence un large éventail de faits montrant que la qualité de la vie publique et l'efficacité des institutions sociales (pas seulement en Amérique) dépendent étroitement du niveau de l'engagement civique³ et de ses réseaux. Qu'il s'agisse d'éducation, de lutte contre la pauvreté urbaine et le chômage, de maîtrise de la criminalité et de l'usage de drogue, et même de la santé, les chercheurs ont découvert qu'il est plus probable d'obtenir des résultats positifs au sein de communautés où existe un engagement civique. De façon similaire, des travaux sur les variations entre situations économiques de différents groupes ethniques aux États-Unis ont mis en évidence l'importance des liens sociaux à l'intérieur de chaque groupe. Ces résultats sont en accord avec les recherches, menées dans des environnements variés, qui démontrent l'importance cruciale des réseaux sociaux⁴ sur un grand nombre de sujets économiques, comme la recherche d'un emploi.

Dans le même temps, et de façon apparemment indépendante, un corpus de recherches sur la sociologie du développement économique a attiré l'attention sur le rôle des réseaux sociaux. Une partie de ces travaux concerne les pays en développement et le « capitalisme en réseau » [*network capitalism*] de l'Asie orientale⁵. Même dans le cas, moins exotique, des

² *De la démocratie en Amérique*, II, 2^e partie, chap. V : « De l'usage que les Américains font de l'association dans la vie civile ».

³ « *Civic engagement* », récemment défini de la manière suivante par l'*American Psychological Association* : « Actions individuelles et collectives ayant pour but d'identifier et de traiter des questions d'intérêt public. » On emploierait volontiers en France, aujourd'hui, le néo-adjectif « citoyen » (« initiatives citoyennes ») plutôt que « civique » – cela afin d'écartier l'idée, quelque peu sacrificielle, d'une dévotion à l'État – connotation beaucoup moins présente, voire absente, aux États-Unis. On a choisi ici de traduire « *civic* » par « civique », quitte pour le lecteur à se souvenir que le civisme revêt différentes formes selon les lieux et les époques. (N.d.T.)

⁴ « *Social networks* » – on pourrait traduire, en français contemporain, par « tissu social ». Cependant, la métaphore du « tissu social » a une connotation organique moins présente dans le mot « *network* », qui s'applique d'abord aux réseaux routiers, ferroviaires, électriques, télévisuels, etc. (N.d.T.)

⁵ Sur les réseaux sociaux et la croissance économique dans le monde en développement, voir Milton J. Esman et Norman Uphoff, *Local Organizations: Intermediaries in Rural Development* (Ithaca, Cornell University Press, 1984), en particulier les pages 15-42 et 99-180 ; voir aussi Albert O. Hirschman, *Getting Ahead Collectively: Grassroots Experiences in Latin America* (Elmsford, New York, Pergamon Press, 1984), en particulier les pages 42-77. Sur l'Asie orientale voir Gustav Papanek, « The New Asian Capitalism: An Economic Portrait », dans *In Search of an East Asian Development Model* (Peter L. Berger et Hsin-Huang Michael Hsiao eds, New Brunswick, New Jersey, Transaction, 1987, p. 27-80) ; Peter B. Evans, « The State as Problem and Solution: Predation, Embedded Autonomy and Structural Change », dans *The Politics of Economic Adjustment* (Stephan Haggard et Robert R. Kaufman eds., Princeton, Princeton University Press, 1992, p. 139-81) ; et Gary G. Hamilton, William Zeile et Wan-Jin Kim, « Network Structure of East Asian Economies », dans *Capitalism*

économies occidentales, les chercheurs ont découvert l'existence de secteurs industriels [*industrial districts*] extrêmement flexibles et performants fondés sur des réseaux de collaboration entre travailleurs et petits entrepreneurs. Loin de représenter des anachronismes paléindustriels, de tels réseaux interpersonnels et inter-organisationnels étroitement tissés sont à la base d'industries ultramodernes, de la haute technologie de la Silicon Valley à la mode façon Benetton.

Les réseaux d'engagement civique et leurs modalités de fonctionnement exercent également une influence puissante sur le gouvernement représentatif. Telle est du moins la conclusion centrale de mon étude, durant vingt ans, sur un mode quasi-expérimental, des gouvernements territoriaux dans différentes régions d'Italie⁶. Alors que ces gouvernements régionaux étaient formellement identiques, leur efficacité variait du tout au tout. Une enquête systématique a montré que la qualité de la gouvernance dépendait des traditions d'engagement civique ou de leur absence. Le taux de participation aux élections, la lecture des journaux, l'appartenance à une chorale ou à un club de football – autant de marques distinctives d'une région qui se portait bien. En fait, l'analyse historique suggère que les réseaux de réciprocité organisée et de solidarité civique, loin d'être un épiphénomène dans le mouvement de modernisation socioéconomique, conditionnent celui-ci.

Les mécanismes par lesquels l'engagement civique et les connexions sociales engendrent ces résultats – meilleures écoles, développement économique plus rapide, moindre criminalité et gouvernement plus efficace – sont, sans aucun doute, multiples et complexes. Mais si les éléments brièvement évoqués en appellent à de plus amples vérifications et, peut-être, à quelques restrictions, la convergence entre des centaines d'études empiriques dans une douzaine de disciplines et champs divers n'en demeure pas moins frappante. Des sociologues de spécialités variées ont récemment proposé un cadre commun pour comprendre ces phénomènes, en introduisant le concept de *capital social*⁷. Par analogie avec les notions de

in Contrasting Cultures (Stewart R. Clegg et S. Gordon Redding eds., Hawthorne, New York, De Gruyter, 1990, p. 105-29). Voir aussi Gary G. Hamilton et Nicole Woolsey Biggart, « Market, Culture, and Authority: A Comparative Analysis of Management and Organization in the Far East », *American Journal of Sociology* (Supplement) 94 (1988), p. 52-94 ; et Susan Greenhalgh, « Families and Networks in Taiwan's Economic Development », dans *Contending Approaches to the Political Economy of Taiwan* (Edwin Winckler et Susan Greenhalgh eds., Armonk, New York, M.E. Sharpe, 1987, p. 224-45).

⁶ Robert D. Putnam, *Making Democracy Work: Civic Traditions in Modern Italy* (Princeton, Princeton University Press, 1993).

⁷ On doit à James S. Coleman d'avoir le premier exposé la théorie du « capital social » – voir son article « Social Capital in the Creation of Human Capital », *American Journal of Sociology* (Supplement) 94 (1988), p. 95-120, de même que son ouvrage *The Foundations of Social Theory* (Cambridge, Harvard University Press, 1990, p. 300-21). Voir aussi Mark Granovetter, « Economic Action and Social Structure: The Problem of Embeddedness », *American Journal of Sociology* 91 (1985), p. 481-510 ; Glenn C. Loury, « Why Should We

capital matériel et de capital humain – moyens et pratiques qui accroissent la productivité individuelle –, le « capital social » renvoie à des éléments de l'organisation sociale comme les réseaux, les normes de comportement et la confiance qui facilitent la coordination et la coopération en vue de bénéfices mutuels.

Pour diverses raisons, la vie est plus aisée au sein d'une communauté richement dotée en capital social. En premier lieu, les réseaux d'engagement civique fondent de solides règles de réciprocité et encouragent la confiance. De tels réseaux favorisent la coordination et la communication, propagent les réputations, et aident ainsi à trancher les questions auxquelles l'action collective est confrontée. Quand les négociations économiques et politiques se déroulent au sein de réseaux d'interaction sociale denses et vivaces, les incitations à tirer individuellement son épingle du jeu sont réduites. En même temps, les réseaux d'engagement civique retiennent les leçons des collaborations passées, propres ainsi à servir de modèles pour les collaborations futures. Enfin, des réseaux d'interaction développés contribuent à élargir le sens du moi de ceux qui y participent, en amplifiant le « je » en « nous », ou (dans le langage des théoriciens des choix rationnels) en augmentant le « goût » des participants aux bénéfices collectifs.

Je ne prétends nullement donner une vue d'ensemble du développement de la théorie du capital social (et encore moins y contribuer). Mais, de ce corpus de travaux en rapide expansion, je retiens la prémisse centrale – c'est-à-dire, l'influence omniprésente des liens sociaux et de l'engagement civique dans notre vie publique comme dans nos perspectives individuelles – et prend cette idée pour point de départ d'une enquête empirique sur l'évolution du capitale social dans l'Amérique d'aujourd'hui. Je me concentre exclusivement, ici, sur le cas américain, bien que les tendances décrites puissent, dans une certaine mesure, caractériser nombre de sociétés contemporaines.

Qu'est-il arrivé à l'engagement civique ?

Nous commencerons par un constat habituel, touchant l'évolution de la participation politique – en raison, notamment, du lien immédiat avec la question de la démocratie au sens étroit du terme. La baisse du nombre de votants aux élections nationales, au cours des trente dernières années, est bien connue. Le taux de participation, relativement élevé au début des années 1960, a en 1990 diminué de presque un quart ; dix millions d'Américains ont rompu avec la bonne volonté coutumière de leurs parents à accomplir l'acte le plus simple de la

Care About Group Inequality? », *Social Philosophy and Policy* 5 (1987), p. 249-71 ; et Robert D. Putnam, « The Prosperous Community: Social Capital and Public Life », *American Prospect* 13 (1993), p. 35-42. À ma connaissance, le premier chercheur à avoir utilisé la locution « capital social » dans son sens actuel a été Jane Jacobs dans *The Death and Life of Great American Cities* (New York, Random House, 1961, p. 138).

citoyenneté. La participation aux élections locales, ou à l'échelle de l'État, a connu une évolution comparable.

Ce ne sont pas seulement les isoloirs qui ont été désertés, de façon croissante, par les Américains. La *Roper Organization*⁸ a soumis, dix fois par an au cours des deux dernières décennies, une série de questions identiques à des échantillons nationaux. Les résultats font apparaître que, depuis 1973, le nombre des Américains déclarant avoir assisté durant l'année écoulée à une réunion publique en rapport avec les affaires municipales ou scolaires a baissé de plus d'un tiers (de 22% en 1973 à 13% en 1993). Une évolution parallèle, voire encore plus accusée, est enregistrée à propos de la participation à une réunion politique, de l'appartenance au comité d'une organisation locale, et de l'engagement au service d'un parti. Selon pratiquement tous les critères, l'engagement direct des Américains dans la politique et le gouvernement a décliné régulièrement et nettement au sein de la dernière génération, en dépit du fait que les niveaux moyens d'éducation – le meilleur indice prédictif de la participation politique à l'échelle individuelle – se sont considérablement accrus au cours de la période. Chaque année durant les dix ou vingt dernières qui se sont écoulées, des millions de personnes ont cessé de s'impliquer dans les affaires de leurs communautés.

Ce n'est pas une coïncidence si dans le même temps les Américains ont psychologiquement pris leurs distances avec la politique et le gouvernement. La proportion d'Américains qui répondent qu'ils « font confiance au gouvernement à Washington » seulement « parfois » ou « presque jamais » a augmenté de façon continue, de 30% en 1966 à 75% en 1992.

Ces tendances sont, certes, bien connues, et, prises en elles-mêmes, pourraient relever d'explications d'ordre strictement politique. Il se peut que la litanie des tragédies et scandales politiques depuis les années 1960 (assassinats, Vietnam, Watergate, Irangate et ainsi de suite) ait engendré un dégoût pour la vie politique et les affaires du gouvernement parmi les Américains, et que là soit la source de leur défection. Cette interprétation coutumière n'est pas sans fondements, mais ses limites apparaissent évidentes lorsque nous élargissons l'examen des tendances de l'engagement civique à d'autres domaines.

Concernant l'implication des Américains dans des associations, commençons notre tour d'horizon en jetant un coup d'œil aux résultats agrégés de la *General Social Survey*, une enquête scientifique menée à l'échelle nationale et répétée à quatorze reprises durant les deux dernières décennies. Les associations liées aux églises [*church-related*] représentent le type le plus répandu d'organisations auxquelles participent les Américains ; les femmes y sont particulièrement présentes. Ces dernières sont également très impliquées dans les activités

⁸ Le *Roper Center for Public Opinion Research*, abrité par l'Université du Connecticut, est un organisme fondé en 1947 qui collecte des données pour les sciences sociales et, en particulier, des résultats d'enquêtes d'opinion. (N.d.T.)

liées à l'école (principalement les associations parents-professeurs), les groupes sportifs, les organisations professionnelles, les sociétés littéraires. Côté masculin se rencontrent d'abord les syndicats, les organisations professionnelles, les fraternités, les groupes d'anciens et les associations d'intérêt public.

La forme d'adhésion associative la plus répandue, et de loin, est une affiliation religieuse. À bien des points de vue, et à un degré étonnant, l'Amérique continue d'être (davantage même qu'au temps de Tocqueville) une « *churched* » *society*. Un exemple : les États-Unis comptent plus d'édifices culturels par nombre d'habitants que n'importe quelle autre nation sur la terre. Le sentiment religieux en Amérique n'en semble pas moins évoluer vers des formes plus personnelles, moins liées aux institutions.

Au terme de trente ou quarante années d'évolutions complexes et contradictoires, qu'en est-il de l'engagement des Américains dans la religion organisée ? La tendance générale est claire : les années 1960 ont vu une chute significative de la fréquentation hebdomadaire des églises – d'environ 48%, à la fin des années 1950, à environ 41% au début des années 1970. Depuis cette époque, les chiffres stagnent, ou continuent de décroître selon certaines études. Dans le même temps, les données de la *General Social Survey* indiquent une légère baisse de l'appartenance aux groupes liés aux églises au cours des vingt dernières années. Il semblerait donc que la participation nette des Américains, tant aux services religieux qu'aux associations en rapport avec les églises ait connu un déclin limité (de peut-être un sixième) depuis les années 1960.

Chez les travailleurs américains, les syndicats ont longtemps représenté la forme la plus commune d'affiliation à une organisation. Le nombre d'adhésions n'a cependant cessé de décroître depuis bientôt quarante ans, la chute la plus brutale se situant entre 1975 et 1985. Depuis le milieu des années 1950, où le taux de syndicalisation a culminé, la proportion des travailleurs syndiqués, hors agriculture, a diminué de plus de moitié, passant de 32,5% en 1953 à 15,8% en 1992. À l'heure actuelle, la croissance explosive du nombre de syndiqués à l'époque du New Deal a pratiquement été effacée. La grande solidarité des assemblées syndicales n'est plus guère, aujourd'hui, qu'un souvenir qui va s'effaçant dans la mémoire d'hommes vieillissants⁹.

L'association parents-professeurs [*PTA : Parent-Teacher Association*] a incarné un genre particulièrement important d'engagement civique dans l'Amérique du vingtième siècle. En effet, l'implication des parents dans le processus éducatif constitue l'une des formes les plus productives de capital social. De ce fait, il est consternant de constater que la participation aux

⁹ On ne saurait ramener l'écroulement du syndicalisme américain à une simple question de contexte politique. La décreue la plus forte a débuté plus de six ans avant les attaques portées par l'administration Reagan contre la PATCO [*Professional Air Traffic Controllers Association*]. Les données de la *General Social Survey* montrent une chute d'environ 40% dans les déclarations d'appartenance à une organisation syndicale entre 1975 et 1991.

associations parents-professeurs s'est effondrée au sein de la dernière génération – de 12 millions en 1964 à à peine 5 millions en 1982, avant de revenir à environ 7 millions actuellement.

Considérons maintenant les adhésions aux organisations civiques et aux fraternités (et les activités bénévoles qu'elles suscitent). Les tendances qui se dégagent des données sont sans ambiguïté. Premièrement, la participation aux associations féminines traditionnelles a décliné plus ou moins régulièrement depuis le milieu des années 1960. Par exemple, la *Federation of Women's Clubs* a vu le nombre de ses membres baisser de plus de moitié (59%) depuis 1964, la *League of Women Voters* (LWV) de 42% depuis 1969¹⁰.

Des réductions comparables s'observent dans le nombre de bénévoles au sein des grandes organisations civiques comme les Scouts (diminution de 26% depuis 1970) et la Croix Rouge (diminution de 61% depuis 1970). Les bénévoles se seraient-ils simplement orientés vers d'autres organisations ? Des données sur le bénévolat « régulier » (*versus* occasionnel) sont fournies par le *Labor Department's Current Population Surveys* de 1974 et 1989. Ces chiffres montrent un déclin de l'engagement bénévole soutenu d'environ un sixième en quinze ans, de 24% des adultes en 1974 à 20% en 1989. Les coupes sombres parmi les assistants de la Croix Rouge et les cadres scouts n'ont apparemment pas été compensées par un nombre équivalent de nouvelles recrues ailleurs.

Les fraternités ont également connu une érosion substantielle du nombre de leurs membres au cours des années 1980 et 1990. Ainsi pour les *Lions* (moins 12% depuis 1983), les *Elks* (moins 18% depuis 1979), les *Shriners* (moins 27% depuis 1979), les *Jaycees* (moins 44% depuis 1979) et les Maçons (moins 39% depuis 1959). En résumé, après une phase d'expansion continue durant la majeure partie du vingtième siècle, beaucoup des plus grandes organisations civiques ont vu au cours des dix ou vingt dernières années le nombre de leurs membres décliner de manière soudaine, substantielle et presque simultanée.

L'indice le plus curieux, et déconcertant, que j'aie découvert du désengagement social dans l'Amérique contemporaine est le suivant : il y a aujourd'hui plus d'Américains qui jouent au bowling qu'il n'y en a jamais eu ; et pourtant, la pratique du bowling au sein de ligues organisées s'est effondrée durant la dernière décennie. Entre 1983 et 1990, le nombre total de joueurs en Amérique a augmenté de 10%, tandis que la pratique au sein de ligues a chuté de 40%. (Pour ceux qui considéreraient ce fait comme insignifiant, je précise que près

¹⁰ Les données concernant la LWV sont disponibles sur une longue période et mettent en lumière des variations intéressantes : une baisse brutale durant la Grande Dépression, une augmentation forte et soutenue après la Seconde Guerre mondiale, aboutissant à un triplement des adhésions entre 1945 et 1969, puis un déclin qui a d'ores et déjà presque annulé les gains d'après-guerre et va se prolongeant. La même évolution s'applique aux fraternités masculines pour lesquelles des données comparables sont disponibles – augmentation régulière durant les sept premières décennies du siècle, interrompue seulement par la grande Dépression, puis une chute dans les années 1970 et 1980 effaçant l'accroissement d'après-guerre et se poursuivant depuis à un rythme rapide.

de 80 millions d'Américains ont joué au bowling au moins une fois en 1993, *un nombre supérieur de près d'un tiers à celui des votants aux élections de 1994 au Congrès*, et à peu près équivalent au nombre de ceux qui déclarent aller à l'église régulièrement. Même après la dégringolade des ligues dans les années 1980, presque 3% des Américains adultes jouent régulièrement au bowling en leur sein.) La montée du bowling en solo met en danger la survie économique des salles de bowling, parce que les joueurs de ligues consomment trois fois plus de bières et de pizzas que les joueurs isolés (sachant que la boisson et la nourriture constituent la principale source de revenu des salles). Mais la portée sociale essentielle du phénomène n'est pas là : elle tient à l'absence, pour les joueurs solitaires, des interactions sociales autour des bières et des pizzas, à la disparition des conversations, dont certaines pouvaient intéresser la vie de la cité. Quelle que soit l'importance comparée du bowling et des élections, aux yeux d'une majorité des Américains, les équipes de bowling représentent une forme supplémentaire de capital social en train de partir en fumée.

Contre-tendances

Arrivés à ce point, nous devons nous confronter à un contre-argument de poids. Les formes traditionnelles d'organisation civique, dont nous avons relaté le déclin, n'ont-elle pas laissé place à de nouvelles organisations pleines de vitalité ? Par exemple : des organisations nationales en faveur de l'environnement (comme le *Sierra Club*), ou des groupes féministes (comme la *National Organization for Women*), ont connu un développement rapide au cours des années 1970 et 1980 et comptent désormais des centaines de milliers de membres cotisants. Un exemple encore plus spectaculaire : l'*American Association of Retired Persons* (AARP) à la croissance exponentielle, depuis les 400 000 membres titulaires de la carte en 1960 aux 33 millions en 1993, ce qui en fait (après l'Église catholique) la plus vaste organisation privée du monde. Les administrateurs de ces organisations, à l'échelon national, figurent parmi les lobbyistes les plus redoutés à Washington, en grande partie du fait des énormes *mailing lists* d'adhérents supposés fidèles dont ils disposent.

Ces nouvelles organisations de masse ont, manifestement, une grande importance politique. Du point de vue du lien social, cependant, elles se distinguent suffisamment des associations classiques, dites « secondaires » pour qu'il soit nécessaire d'inventer une nouvelle dénomination – peut-être « associations tertiaires ». Pour la grande majorité de leurs membres, le seul acte véritable de participation consiste à rédiger un chèque de cotisation, ou peut-être, à l'occasion, à lire une *newsletter*. Rares sont ceux qui participent à de quelconques réunions, et pour la plupart d'entre eux il est fort improbable de jamais faire connaissance (sciemment) avec un autre membre. Le lien entre deux membres du *Sierra Club* ressemble moins aux rapports entre deux membres d'un club de jardinage qu'à ceux entre deux

supporters des *Red Sox*¹¹ (ou, peut-être, deux propriétaires de moto fidèles à Honda) : ils encouragent la même équipe, ou partagent quelques intérêts communs, mais ils ignorent l'existence l'un de l'autre. Leurs liens, en résumé, passent par des symboles communs, des *leaders* communs, et peut-être des idéaux communs, mais pas d'individu à individu. Selon la théorie du capital social, l'appartenance à une association devrait accroître le degré de confiance accordée aux autres, mais cette prédiction est beaucoup moins susceptible de se vérifier en ce qui concerne les associations tertiaires. Du point de vue du lien social, le Fond pour la Défense de l'Environnement et la ligue de bowling ne sont absolument pas dans la même catégorie.

Si le développement des organisations tertiaires constitue un contre-argument possible (mais probablement non recevable) à ma thèse, l'importance croissante des organisations à but non lucratif en est un autre – en particulier les organismes de service. Ce tiers secteur, comme on l'appelle, va d'Oxfam¹² et du Metropolitan Museum of Art à la Ford Foundation et à la Mayo Clinic¹³. On voit là que, bien que la plupart des associations secondaires soient à but non lucratif, la plupart des organismes à but non lucratif ne sont pas des associations secondaires. Dès lors, identifier les évolutions dans la taille du secteur à but non lucratif avec l'évolution du lien social serait une erreur conceptuelle fondamentale¹⁴.

En revanche, une autre tendance demande à être prise en compte dans l'évaluation du capital social et de l'engagement civique. Des chercheurs compétents ont attiré l'attention sur la rapide extension, au cours des dernières décennies, des « groupes de soutien » [*support groups*] de diverses sortes. Robert Wuthnow rapporte que 40% des Américains disent « actuellement appartenir à un petit groupe que se réunit régulièrement et apporte soutien et affection à ceux qui y participent¹⁵ ». Beaucoup de ces groupes ont une affiliation religieuse, mais pour beaucoup d'autres ce n'est pas le cas. Près de 5% des personnes appartenant à l'échantillon national de Wuthnow déclarent, pas exemple, participer régulièrement à un

¹¹ C'est le nom d'une équipe de baseball domiciliée à Boston. (N.d.T)

¹² *Oxford Committee for Famine Relief*, confédération d'organisations non gouvernementales créée en 1942 pour lutter contre la pauvreté et l'injustice dans le monde. (N.d.T)

¹³ Clinique à but non lucratif d'excellent niveau, située à Rochester (Minnesota), fondée au dix-neuvième siècle par le médecin William Worrall Mayo et ses deux fils. La fondation gère aujourd'hui d'autres établissements aux États-Unis. (N.d.T)

¹⁴ Voir Lester M. Salamon, « The Rise of the Nonprofit Sector », *Foreign Affairs* 73 (juillet-août 1994), p. 109-122. Voir aussi Salamon, « Partners in Public Service: The Scope and Theory of Government-Nonprofit Relations » dans *The Nonprofit Sector: A Research Handbook* (Walter W. Powell ed., New Haven, Yale University Press, 1987, p. 99-117). Les données empiriques fournies par Salamon n'étaient guère sa thèse d'une « révolution associative » d'une portée comparable à l'avènement de l'État-nation plusieurs siècles auparavant.

¹⁵ Robert Wuthnow, *Sharing the Journey: Support Groups and America's New Quest for Community* (New York, The Free Press, 1994, p. 45).

groupe d'« auto-assistance » [*self-help*], comme Alcooliques Anonymes, et presque autant déclarent appartenir à des groupes où l'on discute de livres, ou à des clubs dédiés à tel ou tel *hobby*.

Les personnes sondées par Wuthnow décrivent des groupes qui, indubitablement, représentent une forme importante de capital social, et doivent être pris en compte dans toute évaluation sérieuse des évolutions du lien social. D'un autre côté, leur rôle ne peut généralement être assimilé à celui des associations civiques traditionnelles. Wuthnow le souligne : « Il se peut que ces petits groupes ne nourrissent pas la communauté aussi efficacement que beaucoup de leurs adeptes le voudraient. Certains de ces groupes ne font que fournir l'occasion à des individus de s'occuper d'eux-mêmes en présence de tiers. Le contrat social liant les membres n'exige d'eux que le plus faible des engagements. Venez si vous avez le temps. Prenez la parole si vous en avez envie. Respectez l'opinion de chacun. Ne critiquez jamais. Partez discrètement si vous êtes mécontent... On pourrait imaginer que ces petits groupes se substituent aux familles, aux voisins et aux attachements communautaires plus vastes, qui impliquent des engagements durables ou pour la vie, alors qu'en fait, ce n'est pas le cas¹⁶. »

Les trois contre-tendances potentielles à la thèse issue soutenue – organisations tertiaires, organismes à but non lucratif, groupes de soutien – doivent, d'une manière ou d'une autre, être comparées dans leur ampleur à l'érosion des organisations civiques traditionnelles. Une façon de procéder est de consulter à nouveau la *General Social Survey*.

Quel que soit le niveau d'éducation, le taux d'adhésion à des associations a décliné de manière significative entre 1967 et 1993. Pour ceux qui sont allés à l'université [*college-educated*¹⁷], le nombre moyen d'adhésions par personne est tombé de 2,8 à 2 (soit une chute de 26%) ; pour ceux qui sont allés au terme du cycle secondaire [*high-school graduates*], il est passé de 1,8 à 1,2 (chute de 32%) ; et pour ceux dont la scolarité a duré moins de douze ans, de 1,4 à 1,1 (chute de 25%). Par conséquent, pour *tous* les niveaux d'éducation (et subséquemment pour *tous* les niveaux sociaux), et en prenant en compte *toutes* les formes d'appartenance associative, le nombre moyen d'adhésions a baissé d'environ un quart au cours du dernier quart de siècle. Étant donné l'élévation du niveau d'éducation, la tendance générale est moins marquée, mais le fait central n'en reste pas moins le suivant : tandis que le nombre d'Américains dont la situation sociale est favorable à l'engagement associatif (éducation supérieure, âge intermédiaire, et ainsi de suite) n'a jamais été aussi élevé, cet engagement est demeuré globalement stagnant, voire a diminué.

¹⁶ *Ibid.*, p. 3-6.

¹⁷ Aux États-Unis, on considère comme *college-educated* les personnes titulaires au moins d'un *bachelor's degree*, diplôme qui marque, à l'université, le passage entre *undergraduate* et *graduate*, s'obtient normalement en trois ou quatre ans, et correspond plus ou moins à la licence. (N.d.T)

En distinguant les types d'associations, on constate une baisse plus accusée pour les organisations liées aux églises, pour les syndicats, les fraternités et les associations d'anciens, ainsi que pour les associations périscolaires. En revanche, les adhésions à des associations professionnelles ont augmenté, moins toutefois qu'on aurait pu s'y attendre compte tenu de l'élévation du niveau des qualifications et des emplois. L'évolution est essentiellement la même pour les deux sexes. Finalement, les résultats des enquêtes dont on dispose ne font que confirmer ce qui a déjà été avancé : le capital social américain, sous la forme associative, a connu une érosion sensible au sein de la dernière génération.

Bons rapports de voisinage et confiance sociale

J'ai déjà noté que les évaluations quantitatives les plus immédiates, quant aux évolutions du lien social, se réfèrent à des cadres formels, qu'il s'agisse de la participation aux élections, de l'adhésion aux organisations syndicales, de l'implication dans les associations parents-professeurs. La famille ne se prête pas à pareilles mesures, mais il n'en demeure pas moins nécessaire d'en dire ici un mot : c'est elle qui représente la forme la plus fondamentale de capital social, et les signes de relâchement des liens en son sein (qu'il s'agisse de la famille étendue ou de la famille nucléaire) sont aussi évidents que reconnus. Une telle évolution s'avère, bien entendu, tout à fait cohérente avec notre thème de la décapitalisation sociale, qui trouve même là une de ses explications.

Un autre aspect du capital social informel, pour lequel nous disposons de données temporelles raisonnablement fiables, a trait aux rapports de voisinage. Dans toutes les enquêtes sociales générales depuis 1974, on a demandé aux sondés le nombre de soirées passées en compagnie d'un voisin. Il en ressort que la proportion des Américains qui fréquentent leurs voisins a diminué de manière lente mais régulière durant les deux décennies écoulées, de 72% en 1974 à 61% en 1993. (D'un autre côté, la fréquentation d'« amis qui vivent en dehors du voisinage » semble en augmentation, une tendance qui tient peut-être à la croissance des liens sociaux noués sur le lieu de travail.)

Il apparaît aussi que les Américains accordent moins facilement leur confiance. La proportion d'Américains assurant que la plupart des gens méritent la confiance a chuté de plus d'un tiers entre 1960 et 1993, passant de 58% à seulement 37%. La tendance est la même pour tous les niveaux d'éducation. En fait, la confiance sociale augmentant avec le niveau d'éducation, et celui-ci s'étant fortement élevé, le déclin de la confiance sociale est encore plus marqué si on mesure celle-ci par niveaux.

Notre discussion sur l'évolution du lien social et de l'engagement civique a implicitement supposé que toutes les formes de capital social évoquées étaient positivement corrélées entre les individus. Tel est bien le cas. Les membres d'associations se révèlent bien plus

susceptibles que ceux qui n'appartiennent à aucune association de participer à la vie politique, de passer du temps avec leurs voisins, d'accorder leur confiance, etc.

La corrélation étroite entre la confiance accordée au sein de la société et l'engagement associatif ne se vérifie pas seulement à travers le temps et les individus, mais aussi d'un pays à l'autre. L'enquête mondiale sur les valeurs [*World Values Survey*] de 1991 montre que ¹⁸:

1. Dans les 35 pays concernés par l'enquête, la confiance accordée en société et l'engagement civique sont fortement corrélés ; plus le tissu associatif est dense, plus les citoyens sont disposés à se faire confiance. La confiance et l'engagement sont les deux facettes d'un même facteur sous-jacent – le capital social.
2. L'Amérique se classe encore relativement bien sur ces deux dimensions du capital social. Même dans les années 1990, après plusieurs décennies d'érosion, les Américains se révèlent plus confiants et plus engagés socialement que la plupart des habitants des autres pays dans le monde.
3. L'évolution au cours du dernier quart de siècle marque toutefois une régression des États-Unis dans les classements internationaux. La récente détérioration du capital social américain a été suffisamment forte pour que, en supposant que dans le même temps la situation dans les autres pays demeure stationnaire, un autre quart de siècle d'évolution au même rythme ramène les États-Unis en milieu de classement, au niveau actuel de la Corée du sud, de la Belgique ou de l'Estonie. Sur deux générations un tel déclin ferait plonger les États-Unis au niveau de la Chine, du Portugal ou de la Slovaquie d'aujourd'hui.

Pour le capital social américain s'érode-t-il ?

Comme nous l'avons vu, quelque chose s'est produit en Amérique qui, depuis vingt ou trente ans, a fait diminuer l'engagement civique et le lien social. Quel peut être ce « quelque chose » ? Plusieurs explications se présentent, avec chacune des arguments pour la soutenir.

La participation des femmes au monde du travail. Au cours de ces mêmes vingt ou trente ans, des millions et des millions de femmes américaines ont quitté le foyer pour un emploi salarié. Telle est la raison première (mais pas la seule) de l'augmentation significative du temps de travail hebdomadaire de l'Américain moyen durant la période. Il est raisonnable de penser

¹⁸ Je remercie Ronald Inglehart, qui a conduit cette étude comparative internationale unique en son genre, d'en avoir partagé les résultats extrêmement utiles avec moi. Voir son article « The Impact of Culture on Economic Development: Theory, Hypotheses, and Some Empirical Tests » (manuscrit non publié, University of Michigan, 1994).

que cette révolution sociale a réduit le temps et l'énergie disponibles pour développer le capital social. En ce qui concerne certaines organisations, comme les associations parents-professeurs, la Ligue des électrices [*League of Women Voters*], la Fédération des clubs féminins [*Federation of Women's Clubs*] et la Croix Rouge, on tient certainement là un facteur déterminant du déclin. La baisse la plus nette dans l'implication civique des femmes semble s'être produite au cours des années 1970 ; la participation aux organisations « féminines », comme celles qui ont été mentionnées, s'est trouvée à peu près divisée par deux depuis la fin des années 1960. En revanche, pour la participation aux organisations masculines, la chute la plus marquée a été observée dix ans plus tard. La diminution totale à ce jour s'élève, en moyenne, à 25%, et les données des enquêtes montrent que ce taux est pratiquement aussi fort pour les hommes que pour les femmes. Il est logiquement envisageable, bien sûr, de considérer le désengagement masculin comme un effet indirect de la libération des femmes et de la vaisselle sale envahissant la maison, mais les études sur l'allocation du temps par activités prouvent que la plupart des maris ayant une épouse travaillant à l'extérieur assument une part minimale des tâches ménagères. Dès lors, l'émancipation des femmes ne saurait constituer l'explication ultime de l'érosion du capital social.

La mobilité : l'hypothèse du « rempotage ». De nombreuses études sur l'engagement associatif ont mis en évidence le lien entre stabilité de la résidence (et autres critères apparentés, comme la propriété de son logement), et l'engagement civique. La mobilité, de même que le fréquent rempotage des plantes, perturbe le réseau des racines, et un individu déraciné a besoin de temps pour acquérir de nouvelles. On imagine sans peine que l'automobile, l'habitat suburbain, et la migration vers les États ensoleillés du sud [*Sun Belt*] ont nui à l'enracinement social de l'Américain moyen. Mais cette explication rencontre vite ses limites : la stabilité résidentielle et la propriété du logement ont légèrement augmenté depuis 1965, et dépassent assurément ce qu'elles étaient dans les années 1950, à une époque où l'engagement civique et le lien social selon nos mesures étaient sans conteste supérieurs.

Les autres mutations démographiques. La famille américaine a connu nombre d'évolutions depuis les années 1960 – moins de mariages, plus de divorces, enfants moins nombreux, revenus réels en baisse, etc. Chacun de ces changements pourrait être responsable d'une partie du déclin dans l'engagement civique, dans la mesure où, après le mariage, les parents de la classe moyenne se révèlent généralement plus impliqués socialement que les autres personnes. De plus, les changements d'échelle qui ont bouleversé l'économie américaine durant cette période – ainsi, la disparition de l'épicerie du coin au profit du supermarché et peut-être, maintenant, le remplacement du supermarché par le shopping électronique depuis le domicile, ou bien le passage d'entreprises ancrées localement à des antennes de firmes

multinationales lointaines – ont peut-être miné les bases matérielles et même physiques de l’engagement civique.

La transformation technologique des loisirs. Une évolution technologique de fond semble nous conduire vers une radicale « privatisation » ou « individualisation » de notre temps de loisir, faisant du même coup disparaître un grand nombre d’occasions propres à faire prospérer le capital social. L’instrument le plus flagrant et probablement le plus puissant de cette révolution est la télévision. Des études sur l’emploi du temps menées dans les années 1960 ont montré que la croissance de la durée passée devant l’écran était, de très loin, le changement majeur dans la façon dont les Américains passaient leurs jours et leurs nuits. La télévision a rendu nos communautés d’appartenance (ou plutôt, ce que nous ressentons comme nos communautés d’appartenance) à la fois plus larges et plus superficielles. Dans le langage de l’économie, les appareils électroniques permettent de mieux satisfaire les goûts individuels, mais au prix de toutes les externalités sociales positives accompagnant les formes plus primitives de divertissement. La même logique s’applique au remplacement du spectacle de music-hall par le cinéma, puis du cinéma par les enregistrements. Les nouveaux casques de « réalité virtuelle » que nous mettrons bientôt sur nos têtes pour nous divertir dans un total isolement ne représentent que la dernière évolution de cette tendance. La technologie creuse-t-elle ainsi un fossé entre nos intérêts individuels et nos intérêts collectifs ? C’est là une question qui semblerait digne d’être étudiée de manière plus systématique.

Que doit-on faire ?

Pour le chercheur en sciences sociales sans scrupules, le dernier expédient consiste à en appeler à une poursuite et à un approfondissement des recherches. Malgré cela, je ne peux m’empêcher de suggérer quelques directions dans lesquelles l’enquête mériterait d’être poursuivie.

— Nous devons distinguer et clarifier les différents aspects du capital social, qui n’est manifestement pas un concept unidimensionnel, en dépit des amalgames du langage (y compris dans cet essai). Quels sont les types d’organisations et de réseaux qui engendrent et véhiculent le plus efficacement le capital social, dans le sens de la réciprocité, de la prise de décision collective, et de l’élargissement des identités sociales ? Dans cet essai j’ai insisté sur la densité de la vie associative. Dans un travail précédent, je m’étais préoccupé de la structure des réseaux, en montrant que les liens « horizontaux » représentent un capital social plus productif que les liens « verticaux »¹⁹.

¹⁹ Voir mon ouvrage *Making Democracy Work*, *op. cit.*, en particulier le chapitre 6.

— Il importe de prendre en compte les grands courants sociologiques susceptibles d'interagir avec les tendances ici décrites. Quel sera l'impact, par exemple, des réseaux électroniques sur le capital social ? J'ai le sentiment que les rencontres sur un forum électronique ne sont pas équivalentes à une rencontre sur une piste de bowling, ou même dans un saloon, mais des études empiriques sérieuses doivent être entreprises. Qu'en est-il du développement du capital social sur le lieu de travail ? S'accroît-il en contrepoint du déclin de l'engagement civique, exprimant une sorte d'analogie sociale à la première loi de la thermodynamique – le capital social ne peut être ni créé ni détruit, seulement redistribué ? Ou bien les évolutions précédemment pointées signalent-elles une perte sèche ?

— Une évaluation complète des changements concernant le capital social américain au cours du dernier quart de siècle doit considérer les coûts comme les bénéfices de l'implication dans la communauté. Nous devons éviter de peindre sous des couleurs trop idylliques la vie civique au sien de la classe moyenne des petites villes de l'Amérique des années 1950. Parallèlement aux évolutions néfastes évoquées dans cet essai, on a aussi observé durant les dernières décennies un amoindrissement substantiel de l'intolérance et des attitudes ouvertement discriminatoires, tendances positives qui ne sont pas sans rapports, par des voies complexes, avec l'érosion du capital social traditionnel. De plus, un compte-rendu équitable des travaux dont le capital social est l'objet se doit de concilier les aperçus dégagés par notre approche avec les résultats de Mancur Olson qui, avec d'autres, a montré combien les organisations sociales, économiques et politiques étroitement soudées étaient exposées aux risques de cartélisations, à ce que les spécialistes d'économie politique appellent des « rentes de situation », et les gens ordinaires la corruption²⁰.

— Enfin, et c'est sans doute le plus urgent, nous devons envisager de façon créative la façon dont les politiques affectent, ou non, la formation du capital social. On sait des exemples où la politique publique a détruit des normes et des réseaux sociaux particulièrement efficaces. Ainsi la politique d'éradication des taudis dans les années 1950 et 1960 a-t-elle accru le capital matériel, mais le coût en termes de capital social s'est avéré exorbitant. Le regroupement des bureaux de poste ruraux ou des écoles comptant peu d'élèves a eu des effets positifs sur l'administration et les finances, mais une évaluation de ces initiatives prenant en considération les conséquences sur le capital social pourrait bien finalement déboucher sur un bilan global négatif. Des initiatives passées, comme le système de l'agent chargé de l'agriculture à l'échelle du comté, les établissements d'enseignement à recrutement local [*community colleges*], ou les réductions d'impôts accordées à ceux qui financent des organisations charitables ont en revanche montré que le gouvernement était à même d'encourager la formation du capital social. Jusqu'au récent projet, à Saint Louis Obispo

²⁰ Voir Mancur Olson, *The Rise and Decline of Nations: Economic Growth, Stagflation, and Social Rigidities* (New Haven, Yale University Press, 1982).

(Californie), d'imposer à toutes les nouvelles maisons d'avoir un porche, qui illustre la capacité du gouvernement à influencer, ici par la configuration des lieux, la façon dont les réseaux se forment.

Le concept de « société civile » a joué un rôle central dans le débat récent sur les conditions de la démocratie et de la démocratisation. Au sein des nouvelles démocraties, cette expression a polarisé l'attention sur un besoin pressant : favoriser le développement d'une vie civique vigoureuse en des contrées traditionnellement inhospitalières à l'idée d'autonomie [*self-government*]. Il y a une ironie à constater qu'au sein des démocraties établies, un nombre croissant de citoyens mettent en cause l'efficacité de leurs institutions publiques, au moment précis où la démocratie libérale a emporté une victoire complète, tant d'un point de vue idéologique que géopolitique. En Amérique du moins, il y a des raisons de suspecter que le désarroi démocratique est lié à l'érosion générale et continue de l'engagement civique depuis un quart de siècle. Parmi les études les plus urgentes à mener, il conviendrait de déterminer dans quelle mesure une érosion comparable est à l'œuvre dans les autres démocraties avancées, sous des formes éventuellement différentes. Parmi les sujets les plus brûlants en Amérique, il conviendrait de s'interroger sur les moyens de contrecarrer cette dégradation du lien social, de restaurer l'engagement et la confiance civiques.